

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 053-2025**
**SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2025**

NOMBRE DE MEMBRES EN EXERCICE : 27  
NOMBRE DE SUFFRAGES EXPRIMÉS : 21

NOMBRE DE MEMBRES PRÉSENTS : 16

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-septembre à vingt heures, se sont réunis dans le lieu ordinaire de leurs séances, les membres du Conseil Municipal de la Commune d'Échillais, sous la présidence de M. Claude MAUGAN, Maire, dûment convoqués le huit septembre deux mille vingt-cinq.

**Présents :** MAUGAN Claude, PRUGNIÈRES Anne-Cécile, GUEVEL Stéphanie, DAUTRICOURT Arnaud, PAYET Patrice, CUVILLIER Armelle, HEURTEBISE Serge, MOREAU Karine, MORIN Delphine, BERBUDEAU Éric, GIRARD Jean-Pierre, TRÉVIEN Sonia, MANCA Isabelle, ROUSSEAU Etienne, BICHON Angélique, DUMAS FERNANDES Jacqueline.

**Formant la majorité des membres en exercice.**

**Pouvoirs :** M. COUDERT Eric a donné procuration à M. MAUGAN Claude,  
M. URBANI Sébastien a donné procuration à Mme GUEVEL Stéphanie,  
M. CLAUSE Patrick a donné pouvoir à M. HEURTEBISE Serge,  
M. VIOLLEAU Sébastien a donné procuration à Mme MANCA Isabelle,  
M. VEILLON Dominique a donné procuration à Mme TREVIEN Sonia.

**Absents excusés :** Séverine ROBIN, Bertrand Dupont.

**Absents :** Patricia Lebouc, Bruno Bocard, Leila Seugnet, Magalie Le Goff.

**OBJET : DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE**

Conformément à l'article 9 du règlement intérieur de l'Assemblée, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- de désigner Mme Bichon Angélique comme secrétaire de séance.

**Pour : 21**  
**Contre : 0**  
**Abstention : 0**

Fait et délibéré en séance,  
Le 17/09/2025  
le Maire, Claude MAUGAN



La secrétaire de séance,  
Angélique BICHON

Publiée le :

La Présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publicité, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers 15, rue Blossac 86000 POITIERS ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>